

SUCRE BERNARD
DEPUIS 1679
LE MEILLEUR PLUS BLANC

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes	3 mois	17.00	6 mois	32.00	1 an	60.00
France et Belgique		18.00		34.00		64.00
Union postale		26.00		50.00		92.00

REDACTION - ANNONCES
ABONNEMENTS

ROUBAIX	71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1906, Inter. 6
TOURCOING	33, rue Carnot, Tél. 37.
LILLE	3, rue Faidherbe, Tél. 57.07.

Chèque postal 87-Lille.

PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ
Le meilleur marché de tous
30, Rue Pierre-Motté, 30
(face aux Halles de Roubaix)
Exposition Générale
DES
dernières Toilettes
Printanières

SILLET PARISIEN LA CONFUSION D'UN SCRUTIN

(UN RÉDACTEUR "FÉCAL")

Paris, 19 mars (MINUIT).
Après le scrutin qui la Chambre a tenu hier, la situation politique est, si possible, plus trouble encore qu'auparavant. La majorité qui s'est formée pour voter la confiance au Gouvernement n'est pas une majorité de travail; c'est une majorité d'occurrence qui s'est constituée autour de la cécité emportant M. Malvy économi.

Au demeurant, si certains pouvaient avoir la candeur de croire que le Cabinet est reconstruit, les socialistes se chargeraient eux-mêmes de le démolir. « Nous cotons pour voter aujourd'hui », dit M. Léon Blum à M. Briand, mais nous nous retrouverons demain.

Tant qu'il ne s'agit que de faire une manifestation contre la « réaction », les unifiés éprouvent aucune gêne à confondre leurs votes avec ceux des radicaux-socialistes; mais lors du domaine de la politique pure, sur le terrain financier notamment, sous les voyons égarer avec soin les divergences théoriques qui les séparent de ces derniers.

Le vote d'hier n'a donc pas résolu le problème de la majorité. Bien au contraire, il l'a embrouillé. Il y aura même des radicaux-socialistes à en porter conséquence de premier ordre. M. Briand de concours qui n'étaient pas refusés à son précédent ministre. Parmi les 139 députés du centre et de la droite qui ont voté contre lui, retrouvera-t-il les auxiliaires sans lesquels il ne peut guère espérer l'adoption des mesures financières en préparation? Car ces mesures, ce ne sont pas les socialistes qui les voteront. Il y aura même des radicaux-socialistes infidèles au socialisme qui, en l'occurrence, acquiescent leurs responsabilités. La manifestation faite aujourd'hui à la Commission des Finances par les purs d'entre les cartellistes sur le nom de M. Palmade est significative à cet égard. Donc, le scrutin d'hier ne doit pas faire illusion: la menace des gauches, dirigée contre le ministre, n'est pas moins grave que par le passé. Qu'advient-il si la menace de droite n'était pas conjurée?

Dans les milieux politiques, on sentait aujourd'hui un grand découragement que trahit d'ailleurs le ton de la presse. La bourse a dépassé le cours de 136 francs. Il est temps d'opposer des actes à ce découragement, car ce n'est pas dans le découragement que notre pays trouvera l'énergie nécessaire à son salut.

LES CHANGES

	JEUDI	VENREDI
LIVRE	135.98	136.63
DOLLAR	27.98	28.09
BELGIQUE	112.25	112.75

LES PROJETS FINANCIERS du nouveau Cabinet ne seront arrêtés que lundi

Paris, 19 mars. — Dans les milieux du ministère des Finances, on déclare que les projets financiers du Gouvernement ne seront arrêtés qu'au Conseil des ministres le lundi. Le principe de l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires n'est donc pas encore décidé, bien qu'il soit considéré défavorablement par les services techniques, en raison des difficultés d'ordre politique qu'il soulève. En ce qui concerne la taxe civique qui frapperait les chefs de famille soumis à la taxe personnelle mobilière, son rendement est évalué, par les services techniques, à 500 millions environ.

A LA COMMISSION DES FINANCES DE LA CHAMBRE

M. Henry Simon, élu président et M. de Chappedelaine rapporteur général
Paris, 19 mars. — M. Henry Simon, député du Tarn, radical-socialiste, a été élu président de la Commission des Finances sans concurrent, par vingt-sept voix.

M. de Chappedelaine, rapporteur général adjoint, a été nommé rapporteur général par 21 voix, contre 19 à M. Bataudé. M. de Chappedelaine appartient à la gauche radicale.

M. Doyris a été nommé rapporteur général adjoint en remplacement de M. de Chappedelaine. Il appartient au groupe radical-socialiste.

Des négociations entre la France, l'Espagne et Abd-el-Krim, à Rabat?

(UN RÉDACTEUR "FÉCAL")

Londres, 19 mars. — Le correspondant de la B.U.P. à Rabat mande que des négociations seraient en cours à Rabat entre la France, l'Espagne et les tribus rifaines commandées par Abd-el-Krim. Ces négociations seraient déjà pleines de promesses.

Le correspondant de la B.U.P. ajoute que cette nouvelle provient de milieux bien informés de Rabat.

Abd-el-Krim aurait envoyé un émissaire chargé de nouvelles propositions de paix, et cet émissaire se rendrait à la résidence, avant le départ de M. Steeg pour la France.

MOULAY HAFID recevra une pension de 10.000 fr. par mois
Le « Bulletin Officiel » du protectorat publie un décret allouant une pension mensuelle de 10.000 francs à l'ex-sultan Moulay Hafid, et mettant à la charge du gouvernement chrétien le loyer et l'entretien de la villa qu'il occupe à Engliem-Bains, jusqu'à concurrence de 30.000 francs.

EN SYRIE
LE GUET-APENS DE NEDAHA
Quarante-cinq tués, dont la moitié de Français
Paris, 9 mars. — Le ministère des Affaires étrangères communique que quarante-cinq soldats ont été tués dans l'embuscade de Nedaha (Syrie), dont la moitié environ de Français.

Ces pertes, comprenant: deux officiers, dont le commandant Roussel, chef du détachement; un adjudant et cinq sergents, huit hommes seulement ont pu s'échapper.

La santé de M. Malvy
Paris, 19 mars. — Voici le bulletin de santé de M. Malvy:
La grippe dont fut atteint hier M. Malvy est due en grande partie à un surmenage intense et prolongé. Le cœur est parfaitement normal et ne présente aucune affection. En raison de la fatigue nerveuse, bien compréhensible, un repos de quelques jours est nécessaire.

Le vernissage des Indépendants
Un incident
Paris, 19 mars. — Le Salon des Indépendants a failli ne pas s'ouvrir aujourd'hui. Sans que l'administration du Salon ait été prévenue, on y a reçu hier du préfet de police une invitation d'avoir à vider les lieux immédiatement. La concession gracieuse à laquelle le locataire du terrain, M. Vidal, avait fait construire l'édifice, était arrivée à expiration, et la ville de Paris entendait reprendre possession sur l'heure du terrain. Affecté au général. Le président de la société, M. Signac, se précipite à l'hôtel de Ville, au ministère de l'Instruction publique, à la Chambre, et harque l'appui, tour à tour, de toutes les autorités, le secours de toutes les influences. La question n'a pu être réglée que le soir, à 19 h. 30, en faveur des Indépendants.

L'exposition s'est donc ouverte, ce matin, sans encombre. Le directeur des Beaux-Arts, M. Paul Léon, l'a inaugurée en compagnie du président et des membres du bureau de la société. L'affluence y était considérable avant midi. Dès la réouverture, à 14 heures, une foule compacte envahissait le Palais de Bois, sans se douter qu'elle avait failli le trouver en démolition, et le vernissage s'est passé le plus correctement et le plus joyeusement du monde.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE GRECQUE DEMISSIONNE
Athènes, 19 mars. — L'ambassadeur Coundourietis, président de la République, a adressé au président du Conseil sa lettre de démission. Selon les déclarations du général Pangalos, cette démission a été motivée par des raisons de santé, mais l'entourage de l'ambassadeur refuse de faire des déclarations à ce sujet.

Le « Journal Officiel » a publié cette nuit un décret fixant les élections présidentielles au 4 avril.

LA POPULATION DES ETATS-UNIS DEPASSE 117 MILLIONS D'HABITANTS
New-York, 19 mars. — Le bureau du recensement estime que cette année la population des Etats-Unis dépassera 117 millions.

AU CAMP DE CARABANCHEL



LE ROI D'ESPAGNE SORTANT DE L'ABRI OU IL VIENT DE VERIFIER DES TIRS DE GUERRE (Wide World photos).

LES HUIT HEURES
LA CONFERENCE DU TRAVAIL A LONDRES APPROUVE LA CONVENTION DE WASHINGTON
Londres, 19 mars. — Après une séance de nuit les ministres du Travail des cinq puissances ont adopté l'article 14 dans sa teneur originale du texte de la Convention de Washington, c'est-à-dire que celui-ci sera seulement suspendu en cas de guerre.

Cependant, les cinq ministres ont décidé d'admettre en outre, la suspension, dans le cas de crise d'économie nationale susceptible de mettre en péril l'existence même de la nation faisant appel de cette clause.

Enfin, à 2 h. 30, l'ensemble de la convention était signé par les délégués, après quatre jours de discussion.

M. Durafour et ses collaborateurs sont partis vendredi matin à 9 heures pour Paris.

Le Parti socialiste S.F.I.O. va adopter une nouvelle attitude
Un manifeste aux travailleurs de France
Paris, 19 mars. — Le parti socialiste S.F.I.O. a adressé aux travailleurs de France un long manifeste où il dit notamment avoir soutenu énergiquement les projets fiscaux des Cabinets Herriot et Painlevé et qu'il vient de se tracer une attitude nouvelle en présence des difficultés chaque jour plus menaçantes qui pèsent sur le pays.

Certes, le parti socialiste ne pense pas à abuser de sa force parlementaire pour jeter les Cabinets l'un après l'autre. Il entend garder vis-à-vis du ministre Briand, sa pleine indépendance de conduite. Vis-à-vis d'un Parlement troublé et dispersé, il entend pratiquer une action cohérente et claire, conforme à ses principes, conforme aux vœux des travailleurs, conforme aux intérêts de la nation toute entière.

Il répète aux masses populaires qu'il n'a cessé d'agir, comme le parti vraiment républicain, constamment fidèle à la volonté du peuple de France. Il affirme à nouveau qu'une action énergique d'assainissement financier et de stabilisation monétaire doit être entreprise sans retard, et que d'elle dépend toute œuvre ou réforme ultérieure.

Réunion de la Commission de l'Armée
Paris, 19 mars. — La Commission de l'Armée s'est réunie sous la présidence de M. le colonel Girard. Elle a voté deux motions d'ajournement, l'une concernant le projet de loi portant modification de la loi du 1^{er} avril 1923, l'autre concernant la proposition de loi de M. Girard sur les officiers en non-activité pour blessures ou infirmités temporaires.

Les explications de M. Painlevé sur la réforme militaire
Paris, 19 mars. — M. Painlevé, qui s'est expliqué à la Commission de l'Armée sur la réforme militaire, a indiqué qu'avant de réaliser le service d'un an, il fallait envisager le service de seize mois avec appel à 21 ans en trois fractions annuelles du contingent, en avril, août et novembre. L'ensemble des troupes formerait vingt divisions, dont quatre coloniales.

L'ELECTION LEGISLATIVE DU DEUXIEME SECTEUR DE PARIS
Paris, 19 mars. — La Ligue républicaine nationale a adressé aux électeurs du 2^e secteur de Paris, un vigoureux appel à l'occasion de la double élection législative.

LOCK-OUT EVITE EN ANGLETERRE
Londres, 19 mars. — Le conflit de la métallurgie s'est dénoué favorablement; les grévistes ont accepté de reprendre le travail lundi matin.

ARRESTATION A PARIS D'UN FINANCIER ESPAGNOL ESCROC
Paris, 19 mars. — M. Langé, juge d'instruction à la Seine, saisi de diverses plaintes, vient de suspendre les singulières opérations d'un financier espagnol, Marcel Sanchez, installé 8, rue Marcel-Bonvallet dans le quartier des Ternes, en le faisant arrêter et écrouer au Dépôt, sous l'inculpation d'escroqueries et d'abus de confiance.

LE PROCÈS MATTEOTTI A THIETI
Thieti, 19 mars. — Le procès Matteotti est poursuivi par l'audition de quelques témoins. Aucun renseignement sérieux n'a éclairci davantage la justice.

LA MORT DE L'INGENIEUR-SCHULTZE
Berlin, 19 mars. — Des bruits circulent dans les milieux autorisés, suivant lesquels l'ingénieur Schultze, impliqué dans l'affaire des faux billets, aurait été empoisonné.

LETTRE DE BRUXELLES

LA LUTTE pour le franc en Belgique

Conclusions du débat parlementaire. — Menaces socialistes et libérales. — Contre la liberté du « Times ».

Bruxelles, 19 mars 1926.
Le débat parlementaire sur la crise du franc a été liquidé en deux séances, sans 1^{er} ou bien le Gouvernement a la confiance de la Chambre; 2^o ou bien personne au Parlement ne s'offre pour tirer le Gouvernement des difficultés actuelles. C'est au « conducteur du char de l'Etat » à le déboucher.

Cinq orateurs ont pris la parole, jeudi. Voici, en quelques lignes, leurs conclusions: M. RENKIN. — Travaillons en commun, il s'agit de l'existence du pays.
M. JANSSEN. — Soyons unis, sans classes ni race, et le pays retrouvera sa prospérité.
M. STRAUSS. — Il faut ne voir que l'intérêt supérieur du pays.

M. JANSSEN. — Il faut se garder de voir ici une affaire de parti et d'exciter les uns contre les autres, les citoyens.
M. JANSSEN, ministre des Finances. — L'œuvre poursuivie est une œuvre de longue haleine.

En ces quelques phrases, se résume le devoir civique actuel de tous les Belges. En attendant, la livre se tasse; elle n'augmente plus, mais elle ne redescend pas. Elle s'installe, pourrait-on dire, sur des positions préparées à l'avance. On ne sait plus l'en déloger. Confirmation matérielle du grand franc belge. D'autre part, en fait, les partis ne s'inscrivent pas se contenter. Evidemment, il faut inspirer confiance aux banques étrangères si nous voulons obtenir leur appui, ou bien consentir à nous passer d'elles. Or, nous avons besoin d'elles, puisque le Gouvernement continue les opérations. Cependant, pas plus tard que jeudi, le dialogue suivant a été entendu à la Chambre:

M. JANSSEN. — Je demande au Gouvernement s'il est sûr d'avoir dit ici tout ce qu'il fallait pour obtenir tous les concours? Les banquiers sont puissants, donc d'instinct, ils sont riches...
« Cris à l'extrême-gauche: De l'argent des autres! »

Comme la presse socialiste fait campagne contre ce qu'elle appelle « le banditisme de la Haute Banque », quelle confiance inspire aux banquiers étrangers à qui il demande des millions et des millions, notre Gouvernement à majorité socialiste.

En outre, il est indéniable que les catholiques belges tiennent à la liberté et à l'égalité scolaires comme à leur plus cher trésor. C'est à leur défense qu'ils se consacrent de toute leur âme. La paix scolaire est aussi indispensable à la paix du pays que la paix économique. Or, les libéraux continuent à menacer cette paix. M. Gilbert, échevin de l'Instruction publique de la ville de Liège, connu cependant par sa modération, vient de faire une conférence sur « Le libéralisme et l'enseignement », dont la conclusion a été: « L'antilibéralisme, retour à l'indépendance politique, s'imposera au sortir du matérialisme épais d'après-guerre. »

Comment, avec des menaces de ce genre, tranquilliser les catholiques sur le sort qui leur attend demain, si tôt que la paix intérieure sera rétablie avec leur aide. On reproche, si souvent, aux démocrates-chrétiens de ne plus vouloir s'unir avec les libéraux. Mais des discours comme ceux de M. Gilbert ne légitiment-ils pas leurs appréhensions sur leur liberté scolaire de demain? Les Belges se détestent eux-mêmes. Et le Times n'a pas tout fait tort quand il accuse certains de nos compatriotes d'être les auteurs de l'assaut que vient de subir le franc. « La finance anglaise, ajoute-t-il, ne doit pas avoir plus de confiance dans la Belgique que les Belges eux-mêmes. » C'est très juste. Si nous nous battons, quelles sont nos espérances?

Le salut est en nous tous. Si cette élémentaire vérité n'est pas dans la vie politique, économique, sociale, familiale, à l'usage, à l'école, à la Chambre, à l'Hôtel de Ville, au foyer, à la banque, au commerce, rien de durable ne se fera, tout restera compromis. S...

Le Palais de Justice de Gand détruit par un incendie

DEGATS IMPORTANTS
Gand, 19 mars.
Vendredi matin, un agent de police de service au Vieux-Quai des Violons vit jaillir des flammes de la toiture du Palais de Justice. Il avisa immédiatement le poste des pompiers du Grand-Théâtre qui arrivèrent sur les lieux avec tout le matériel disponible. Déjà toute la partie supérieure de l'immense bâtiment ne formait plus qu'un vaste brasier.

L'incendie se propage
Les pompiers amorcèrent seize lances. La gendarmerie et la police locale organisèrent un service d'ordre rigoureux, tandis que des personnes de bonne volonté, sous la direction de la brigade judiciaire, se mirent en devoir de sauver les dossiers, du greffe.

Entre-temps, la forte brise matinale activait le brasier. Malgré les efforts héroïques des pompiers, le feu se propagea avec une rapidité foudroyante.

La voûte du Palais s'écroula
Une demi-heure après leur arrivée, la vaste coupole de la salle des Pas-Perdus s'effondra avec un fracas épouvantable. D'immenses gerbes de flammes jaillirent, les vitres de l'étage supérieur ayant volé en éclats, une sorte de cheminée s'éleva et, dès lors, le sinistre fit rage.

Les tentatives des pompiers se concentrèrent alors pour sauver le premier étage, mais en vain. Une foule immense se pressait sur les lieux. Elle suivait avec angoisse les travaux de sauvetage contre les flammes dévorantes. La construction fut entièrement détruite en 1836, suivant les plans de l'architecte Roslandt, et dont on fit en 1846 l'achèvement.

A 5 heures, tout l'étage supérieur, qui n'était installé les archives, était irrémédiablement perdu.

Vers six heures, il ne restait de la Cour d'appel et de ses chambres, du tribunal de première instance, de la Chambre de Commerce, des parquets, des cabinets du procureur général, du procureur du Roi, du président du tribunal de première instance, des greffes, de la Cour et du tribunal de Commerce que des débris.

Le rez-de-chaussée a été entamé par les flammes. La salle d'audience de la Cour d'assises, les cabinets des juges d'instruction et du juge des enfants, le tribunal correctionnel et son greffe.

Les archives de l'état-civil depuis 1803 sont devenues la proie des flammes.

DERNIERE HEURE

LE PROBLEME FINANCIER
M. Raoul Péret a été entendu par la Commission des Finances de la Chambre
Son exposé a produit la meilleure impression
Paris, 19 mars. — La Commission des Finances de la Chambre a entendu M. Raoul Péret sur la situation de la Trésorerie et sur l'équilibre du budget de 1926. M. Raoul Péret a déclaré que la préoccupation première du Gouvernement était de régler définitivement le problème budgétaire. « Si », a dit le ministre des Finances, « le Parlement a pu voter dans le délai le plus rapproché les mesures propres à assurer l'équilibre du budget, les difficultés actuelles prendront fin. »

Pas de nouvelle inflation
M. Raoul Péret a déclaré qu'il ne prendrait pas la responsabilité d'une nouvelle inflation. Donnant des précisions sur les échanges de la Trésorerie et les moyens d'y faire face, le ministre a souligné que le mouvement actuel des bons de la Défense nationale constituait un système rassurant quant à la situation financière générale.

Des taxes civiques
M. Péret a pu indiquer qu'il proposerait entre autres mesures, l'établissement des taxes civiques, dont le taux variera entre 40 francs et 1.000 francs et dont le rendement serait évalué à 500 millions. L'exposé fait par M. Raoul Péret, a produit sur la plupart des députés la meilleure impression.

A LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CHAMBRE
Paris, 19 mars. — La Commission des Affaires étrangères s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. Franklin-Bouillon. Elle a entendu un exposé de M. Loucheur, sur les négociations auxquelles il vient de prendre part à Genève, à l'occasion de la dernière réunion de la Société des Nations. La Commission a mis à l'ordre du jour de sa prochaine séance l'examen de la situation en Syrie.

L'INCIDENT DE LA FÊTE IRLANDAISE A LONDRES

Une nouvelle arrestation
Londres, 19 mars. — Après l'incident provoqué par la bombe lancée pendant que M. Baldwin prononçait un discours au banquet donné à l'occasion de la fête irlandaise, un jeune Irlandais, sommé dans un hôtel de Londres, a été arrêté.

LES BAGARRES DE PEKIN
Cinquante morts à la suite des manifestations de étudiants
Pékin, 19 mars. — A la suite de la manifestation de étudiants, le nombre des morts s'éleva en dernière heure à 50, dont trois femmes.

DE MARSEILLE A LONDRES PAR AVION EN 7 HEURES 37
Le Bourget, 19 mars. — Le pilote anglais Broad, qui avait conduit, le 17 mars, des industriels anglais de Londres à Marseille, dans un temps-record, les a ramenés aujourd'hui de Marseille à Londres en 7 h. 37.

UN DETENU SE PEND A LA PRISON D'HAZEBROUCK
Le pigeon-surveillant Cyrille Van Mortelle, 32 ans, ancien employé de la ville belge Hazebrouck-Ypres, s'est pendu vendredi matin, dans la salle commune de la prison d'Hazebrouck. Amené jeudi il devait surer une peine de huit mois de prison pour faits immoraux, escroquerie et tentative d'escroquerie. Dans un mot qu'il servit à sa fille avant de se donner la mort, Van Mortelle dit: « Je me donne la mort parce que je suis innocent; je suis la victime d'une cabale montée contre moi. »

Fédération des Amicales catholiques du diocèse de Lille

Le Comité directeur se réunira dimanche, à 10 h. 35, rue de la Barre. Ordre du jour: 1. Elections. 2. Bulletin de l'Union régionale. 3. Budget de 1926. 4. Assemblée générale du 25 avril. 5. Communications de la Fédération nationale. 6. Actes du bureau pendant le semestre.

RECORDS BATUS. — Linas, 19 mars. — L'ingénieur Garré, pilotant un voiture de 40 CV, a été mis en piste cet après-midi, à 4 h. 30, en vue de battre le record du monde sur trois heures. Garré réalisa les temps suivants: 30 kilomètres, 7'25"; 7/100: — 50 miles, 23'22"; 23/100: — 100 kilomètres, 22'56"; 94/100: — 100 miles, 54'23"; 12/100: — 200 kilomètres, 48'11"; 4/100: — En 3 heures, 306 kilomètres 619.

Garré a donc battu les records du monde des 500 kilomètres et des heures record, qui jusqu'à présent, appartenaient à Lefebvre les 300 kilomètres en 2 h. 52'46" 70/100, et les trois heures avec 317 kilom. 874.

Le meilleur tour au cours de la tentative fut effectué en 47" 2/100, soit à la moyenne de 193 km. 537.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

du vendredi 19 mars 1926
COTONS
LIVERPOOL, 19 mars. — Venise, 3.000; importations, 23.270; Amérique hausse 7; Brésilien, hausse 7; Egyptien, hausse 30 à 25.

NEW-YORK, 19 mars.
Cotons Middling Upland. — Disponible, 18,37; — Cotons à terme; Sur mars, 18,37-39; sur octobre, 16,63-90.

RECETTES. — Aux ports de l'Atlantique, 3.000; aux ports de Golfe, 9.000; aux ports du Pacifique, 1.000; des lettres de l'intérieur, 6.000.

EXPORTEATIONS. 7.000; France et Conti- nent, 7.000; pour le Japon, 4.000.

Marché des changes à l'étranger
du vendredi 19 mars 1926
Londres: Sur Paris, 136,775; sur Bruxelles, 121,60; sur New-York, 24,00; sur Amsterdam, 16,75; sur Francfort, 16,75; sur Berlin, 16,75; sur Rome, 16,75; sur Madrid, 16,75; sur Barcelone, 16,75; sur Séville, 16,75; sur Valence, 16,75; sur Cadix, 16,75; sur Malaga, 16,75; sur Grenade, 16,75; sur Cordoue, 16,75; sur Séville, 16,75; sur Valence, 16,75; sur Cadix, 16,75; sur Malaga, 16,75; sur Grenade, 16,75; sur Cordoue, 16,75.